

**Grèce : la vraie faille de l'Europe est sociale, pas économique**Jean-Claude Barbier<sup>1</sup>

Il faut sans nul doute louer, avec modestie, l'action des nombreuses personnes qui, dans les milieux politiques et économiques, s'efforcent de contrer, au nom du bien public européen, la mécanique internationale de destruction de ce même bien public par les marchés. Ceux-ci se sont attaqués à la Grèce, avant de s'attaquer au Portugal, à l'Espagne, et, peut-être bientôt, à l'Irlande, à la France et à l'Italie. Il faut aussi apprécier à leur juste valeur les objurgations tout à fait respectables qui émanent, dans plusieurs États membres, d'hommes et de femmes politiques au passé pro-européen inattaquable : ils ont raison de marteler qu'aucun pays de l'Union ne peut s'en sortir seul.

Mais il faut aussi être réaliste et il y a les faits qu'une sociologie élémentaire enseigne : la crise actuelle n'est économique, monétaire et financière *qu'en surface*. Le problème de fond est ailleurs. Il tient dans l'absence d'un espace de discussion entre les peuples de l'Union européenne à propos de la solidarité. On a beau railler le prétendu « populisme » de la presse allemande de grande diffusion, quelle facilité de se moquer du *Spiegel*, ce journal si peu recommandable ! Il n'en reste pas moins qu'un salarié allemand doit être légitimement entendu quand il pose la question de savoir si les prêts ou dépenses que son pays peut faire pour aider un autre pays de l'Union sont justifiés au regard de la justice sociale. Il est aussi parfaitement légitime quand il compare l'âge de la retraite dans son pays et en Grèce. Et en Italie. Et en France, etc...

La « crise grecque » est l'autre nom de la crise de ce qu'il est convenu d'appeler « l'Europe sociale ». Elle présente un avantage paradoxal : elle politise, à l'échelle de l'Europe, les questions de la justice sociale, en les faisant sortir de leur cadre purement national. De ce point de vue, les événements actuels viennent s'ajouter aux débats déclenchés par le référendum irlandais, ou encore la Directive Services (dite « Bolkestein », le projet de 2004). Graduellement, les enjeux de la solidarité de la protection sociale émergent, quoique bien timidement, sur la place publique. Le problème est que cette place publique, ce que J. Habermas désigne comme l'*Öffentlichkeit*, est fragmentée par les langues nationales. Le peu de débat authentiquement trans-national ne peut alors passer que par l'anglais international... Pourtant, on peut y voir un progrès, même si Allemands et Grecs, Français et Espagnols ne peuvent encore se parler que par le truchement des médias quand ils traduisent – et caricaturent, souvent – les débats chez « l'Autre ».

Le grand gouffre au-dessus duquel se déroule l'échange confus actuel est celui d'un débat jamais mené, à savoir celui de la possibilité de solidarité entre les peuples de l'Union européenne (non pas entre les banquiers ni les banques, ni les élites intellectuelles et politiques, je dis bien les citoyennes et les citoyens européens) : quelles sont les conditions de ce débat démocratique ? Il ne s'agit pas d'une question économique d'abord, mais d'une question politique et sociale. Pourquoi laissons-nous en effet aujourd'hui, nous Français ou nous Britanniques, les Espagnols ou les Irlandais seuls pour se débrouiller avec les conséquences de la crise économique ? Alors que M. Trichet, à la tête de la Banque Centrale européenne considérait comme « humiliant » qu'on évoque le recours au FMI, comment se fait-il que ce même recours, en Lettonie, en Roumanie et en Hongrie, n'ait déclenché chez lui la moindre trace d'une « humiliation » ? Quel Français se préoccupe-t-il de payer les retraites

---

<sup>1</sup> Directeur de recherche CNRS au Centre d'économie de la Sorbonne (Paris 1).

des Allemands ou des Lettons ? Pourquoi l'âge de départ à la retraite est-il une affaire nationale ? Pourquoi le revenu minimum universel en Europe est-il une chimère dangereuse<sup>2</sup> ? Pourquoi la protection sociale des immigrants étrangers est-elle un sujet brûlant dans tous les pays membres de l'Union ?

Tous ces points convergent vers une question fondamentale, celle *des frontières de la solidarité*. Jusqu'à présent, on n'a – faute de mieux – pas trouvé de façon d'organiser cette solidarité et ce consensus toujours provisoires à propos d'une justice sociale relative – autrement que dans le cadre national ou infranational. La question est au cœur du débat à propos de la Grèce – pour le coup un vrai débat trans-européen, même s'il est encore étroitement segmenté. Elle ne sera pas résolue rapidement, c'est le moins qu'on puisse dire, mais elle ne peut disparaître.

La façon dont les économistes et les journalistes discutent du cas de la Grèce, ainsi que nous tous, en tant que citoyens, d'ailleurs, est symptomatique des fondements politiques et moraux, et indistinctement culturels-politiques, de la question posée par les prêts à la Grèce. De façon dominante, le discours est en effet moral et punitif : « les Grecs » - comme s'ils représentaient une entité homogène – ont, dit-on, « triché », il faut les punir. Ils ont « vécu au-dessus de leurs moyens », ils ont « profité ». D'autre part, les jugements moraux sont appliqués à l'Allemagne : l'Allemagne, prétend le sociologue Ulrich Beck dans les colonnes du *Monde* (10 avril 2010), est repliée sur elle-même, elle devrait se mettre en tête l'« impératif cosmopolitique », que le sociologue défend depuis plusieurs années. Les pays européens devraient abandonner « le nationalisme réciproque ». Ces jugements moraux restent vains s'ils ne posent pas la question des conditions de possibilité d'un dépassement solidaire à l'échelle européenne. Ce sont ces conditions qu'il faut imaginer, du moins si l'on prend au sérieux la question plutôt que de manier des concepts prophétiques creux, et ces conditions sont indistinctement politiques et culturelles.

Les innombrables citoyennes et citoyens d'Europe qui pensent encore – à juste titre, à mon avis – que la construction européenne est un projet qui a de l'avenir le savent bien. Ils savent aussi qu'ils sont minoritaires partout. Et qu'il est plus que temps d'approfondir le débat sur une mutualisation plus forte des systèmes de protection sociale dans l'Union. Mais tous ceux qui se mobilisent, en apprenant et en parlant plusieurs langues, en étant à l'écoute des différences de leurs concitoyens de l'autre côté de telle ou telle frontière, savent aussi la patience, le sérieux approfondi qu'il faut utiliser quand on parle à partir d'une culture politique avec une interlocutrice d'une autre culture politique. La solidarité est une œuvre de longue haleine, bien plus difficile que l'euro, qui n'est déjà pas un projet facile, on le voit ces jours de tempête.

Certes, ces considérations sociologiques apparaîtront au lecteur comme de faible portée dans le travail de court terme : l'urgent, c'est l'extinction de l'incendie des marchés à quoi travaillent les responsables, avec l'expertise économique. Mais l'économie a aussi des fondements politiques et culturels, qui ne devraient pas rester ignorés des élites politiques et économiques qui nous gouvernent. Ces dernières ne peuvent espérer contourner la difficulté, qui ne va cesser de se poser de plus en plus crucialement, même après que « la Grèce » aura été, temporairement « sauvée », notamment grâce au FMI. Plutôt que de continuer d'entonner un discours creux sur la « solidarité européenne » dont la Commission européenne et son président sont devenus des adeptes compétents, plutôt que de gaspiller l'argent des

---

<sup>2</sup> Voir sur ce point *La longue marche vers l'Europe sociale*, PUF, 2008.

contribuables européens en « communication politique » à laquelle personne ne croit, ils devraient enfin prendre à bras le corps la question du rapprochement des cultures. Il en va, au premier plan, de l'européanisation authentique et profonde de l'éducation. Pas seulement sous la forme de l'apprentissage d'un anglais international sans contenu significatif, mais sous la forme de la promotion active du multilinguisme et des échanges entre les peuples. Et de l'apprentissage réciproque des histoires compliquées de nos pays, dès le plus jeune âge, à la façon du *Manuel franco-allemand d'histoire* des classes de 1<sup>è</sup> et Terminale. Et cet effort, ces politiques culturelles européennes dont on mesure aujourd'hui la cruelle absence, doivent concerner au premier chef parmi nos concitoyens européens, ceux et celles qui sont trop pauvres, ou trop peu dotés de ressources diverses, comme l'éducation, la culture, pour avoir pu profiter de la construction européenne.

Ces concitoyens, condamnés à l'immobilité par l'inégalité criante de leurs ressources n'ont pas profité de l'euro : ils ne voyagent pas. Les Grecs parmi eux, et nous bientôt, paient aujourd'hui les frais d'une gestion collective déficiente. C'est injuste. Ils paient et nous paierons, par là même, les conséquences du mépris de la diversité culturelle en Europe, et du classement comme « populistes », par les élites, de toutes les manifestations d'inquiétude et de frustrations des citoyens européens qui n'ont profité d'aucune de ces quatre fameuses « libertés fondamentales de circulation » : la circulation des marchandises, des personnes, des capitaux et des services.

Lundi 3 mai 2010

Jean-Claude Barbier, directeur de recherche, CNRS

[Jean-Claude.Barbier@univ-paris1.fr](mailto:Jean-Claude.Barbier@univ-paris1.fr)

Centre d'économie de la Sorbonne  
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne  
106 Boulevard de l'Hôpital  
75647 Paris Cedex 13  
01 44 07 81 56